Nations Unies E/2006/17

Conseil économique et social

Distr. générale
26 avril 2006
Français
Original: anglais

Session de fond de 2006
Genève, 3-28 juillet 2006
Point 10 de l'ordre du jour provisoire*
Coopération régionale

Résumé du Rapport économique sur l'Afrique 2005 : « Tendances économiques récentes en Afrique et perspectives pour 2006 »

Résumé

Le présent rapport analyse la situation économique et sociale de l'Afrique en 2005. Il donne également un aperçu de l'évolution à moyen terme et indique les perspectives de croissance pour 2006. Il en ressort que la situation économique s'est améliorée récemment dans l'ensemble, mais qu'il faudra encore progresser beaucoup plus pour faire réduire de façon appréciable la pauvreté et améliorer la situation sociale dans la région. En guise de conclusion, le rapport recommande un ensemble de mesures visant à accélérer durablement la croissance dans les pays africains afin de créer davantage d'emplois, de réduire la pauvreté et d'améliorer la situation sociale de manière à atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement.

* E/2006/100.

06-32820 (F) 110506 220506

I. Économie mondiale

1. Si l'économie mondiale a enregistré, en 2005, une baisse de croissance (de 5 % à 4.3 %) par rapport à 2004, elle a su néanmoins résister à la hausse des prix de l'énergie. Cette très bonne tenue a été favorisée par la croissance de la demande intérieure aux États-Unis, au Canada, en Chine et en Inde, qui a, en partie, permis de compenser un ralentissement au Japon (2,8 %) due à la lenteur de la constitution des stocks, dans la zone euro (1,2 %) en raison de faibles dépenses des ménages et au Royaume-Uni (1,75 %), du fait du recul de la consommation dans les secteurs public et privé[1]. L'Amérique latine a enregistré une baisse de croissance (de 5,8 % à 4,2 %) par rapport à 2004, due à une diminution des importations de la Chine et des pays industrialisés et à la stabilisation des prix des produits de base. On a également assisté à une baisse de croissance par rapport à l'année 2004 dans les pays en transition (de 6,7 % à 5,3 %) et en Asie (de 7 % à 6,5 %).

2. En 2005, l'économie mondiale a été marquée par un certain nombre de faits nouveaux qui ont d'importantes incidences à court et à moyen terme sur les économies africaines. La hausse prolongée des prix du pétrole continuera d'exercer des pressions sur les coûts de l'énergie dans tous les pays et d'alourdir la facture pétrolière des pays importateurs. La hausse des taux d'intérêt à court terme en raison du resserrement de la politique monétaire, notamment aux États-Unis, entraîne l'augmentation du coût du service de la dette pour les pays dont l'endettement à court terme représente une part importante du total de la dette extérieure. Les déséquilibres macroéconomiques, en particulier le creusement du déficit budgétaire et des comptes courants aux États-Unis, auront également pour effet d'orienter à la hausse les taux d'intérêt à court terme. L'appréciation du dollar, découlant en partie de la hausse des taux d'intérêt et d'une forte reprise aux États-Unis, contribuera aussi à renchérir les importations et à alourdir le service de la dette des pays africains.

3. L'année 2005 a été par ailleurs marquée par un certain nombre de faits nouveaux encourageants, qui traduisent la volonté de la communauté internationale de soutenir les efforts de développement aux échelons national et régional en Afrique. Par exemple, mais cette liste est loin d'être exhaustive, l'examen global des objectifs du Millénaire pour le développement auquel a procédé l'Assemblée générale, le rapport de la Commission pour l'Afrique dirigée par le Premier Ministre du Royaume-Uni, Tony Blair, et l'attention particulière que le sommet du G-8 de 2005 a accordée au financement du développement en Afrique ont permis à la communauté internationale de réaffirmer sa détermination à contribuer à accélérer la croissance et la réduction de la pauvreté en Afrique, notamment en augmentant l'aide et en allégeant la dette. Un consensus se fait jour sur le fait que les efforts en faveur de la croissance doivent être soutenus par des stratégies permettant d'optimiser l'utilisation de l'aide et de mieux cibler la lutte contre la pauvreté dans les programmes nationaux de développement.

---

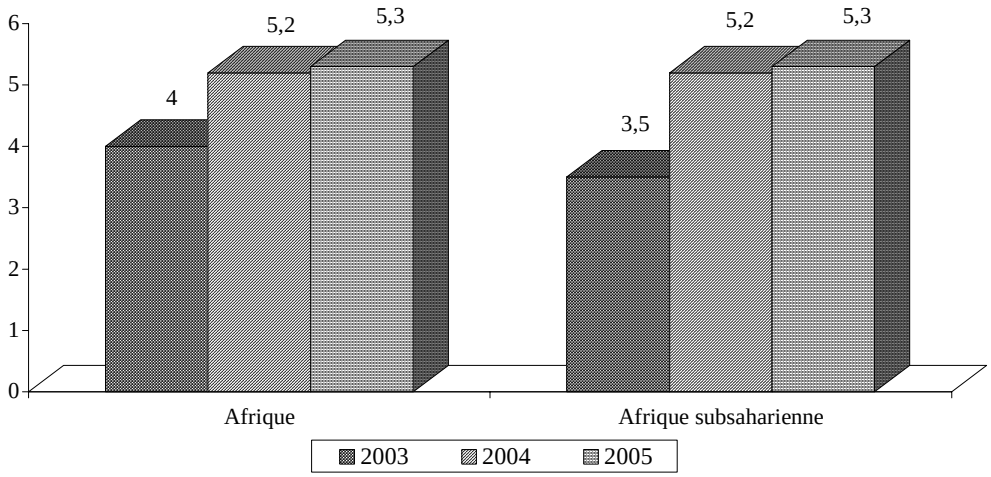
[1] Données de l'OCDE. Conseil des gouverneurs de la Réserve fédérale, « Monetary Policy Report to the Congress » (Rapport sur la politique monétaire présenté au Congrès), New York, 15 février 2006.

II. Vue d'ensemble de la croissance en Afrique

A. Forte croissance en 2005

4. En 2005, les économies africaines ont, globalement, enregistré un taux de croissance (5,3 %), légèrement supérieur à celui de 2004 (5,2 %) et nettement supérieur à celui de 2003 (4,3 %) (voir fig. 1)[2]. L'Afrique subsaharienne a connu le même fort taux de croissance que le continent dans son ensemble. Au niveau individuel, 23 pays ont vu leur taux de croissance augmenter en 2005 par rapport à 2004. Toutefois, cet excellent résultat a été inégal d'un pays à l'autre. En particulier, suivant la tendance récente, les pays dont l'économie repose sur le secteur pétrolier ont globalement enregistré une croissance de 6,2 % en 2005, grâce à la hausse très importante tant du prix que de la production du pétrole, contre 4,4 % pour les pays dont l'économie ne dépend pas du secteur pétrolier (voir fig. 2). Il est à noter que, contrairement aux pays exportateurs de pétrole, les pays non producteurs ont vu en fait leur croissance reculer entre 2004 et 2005. Néanmoins, la croissance économique a été forte en 2005 dans les deux groupes de pays.

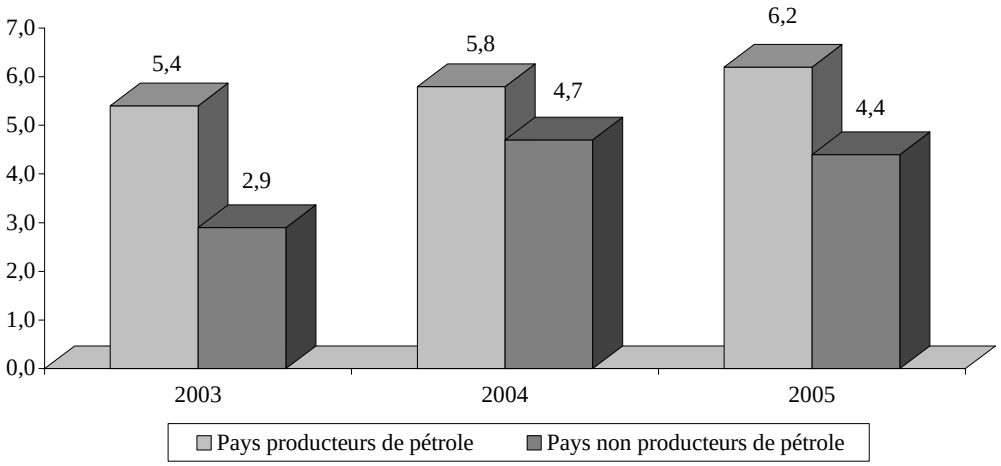
Figure 1
Taux de croissance du PIB réel en Afrique, 2003-2005



Source : Economist Intelligence Unit.

[2] Les informations présentées dans le présent document reposent sur les données disponibles au 30 mars 2006.

Figure 2
Croissance comparée du PIB réel des pays africains producteurs et non producteurs de pétrole, 2003-2005



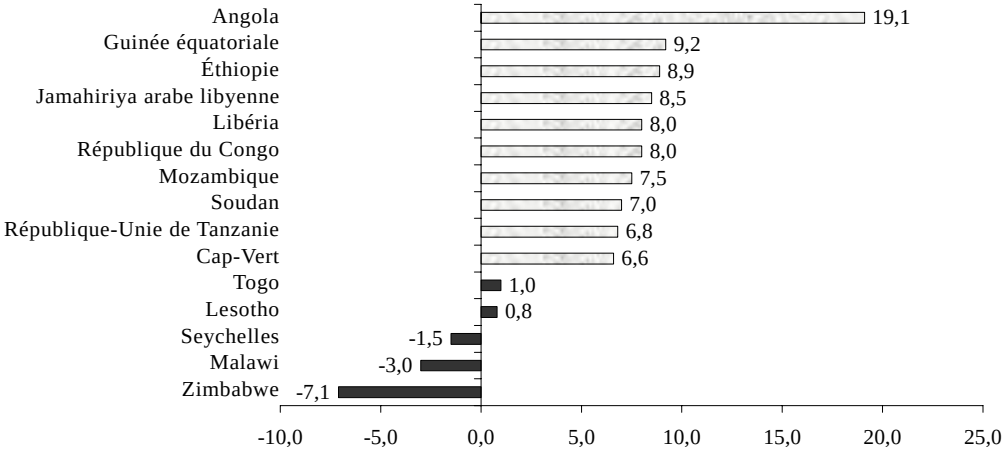
Source : Economist Intelligence Unit.

5. La forte croissance enregistrée en 2005 ainsi que les années récentes représente un tournant majeur après des décennies de récession et de stagnation économiques. Un des facteurs clefs de cette reprise est l'amélioration de la gestion macroéconomique dans de nombreux pays africains, qui a permis de maîtriser l'inflation et de consolider l'équilibre budgétaire. La hausse des cours internationaux à l'exportation des principaux produits de base a également favorisé la reprise en Afrique. L'indice combiné des prix des produits de base a progressé en moyenne de près de 30 % en 2005 par rapport à 2004, grâce principalement aux cours du pétrole brut, qui ont augmenté de plus de 40 %, contre 13 % pour les produits de base non énergétiques. Parmi ceux-ci, les métaux et les minéraux ont vu leurs cours s'apprécier de 25,4 %, tandis que les cours des produits agricoles, des matières premières et des engrais enregistraient une hausse de 7,6 %, de 7,1 %, et de 6,6 %, respectivement. À l'inverse, les cours à l'exportation du coton, du thé et du cacao ont continué de chuter, essentiellement à cause de l'offre mondiale excédentaire de ces produits.

6. En 2005, 8 des 10 pays ayant enregistré les plus forts taux de croissance avaient atteint le chiffre de 7 %, estimé nécessaire pour réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement. Ce sont : l'Angola, l'Éthiopie, la Guinée équatoriale, la Jamahiriya arabe libyenne, le Libéria, le Mozambique, la République démocratique du Congo et le Soudan (voir fig. 3). La moitié des pays arrivés en tête du classement sont des pays exportateurs de pétrole, ce qui illustre, s'agissant de ce produit, l'incidence de la hausse des cours et de la production sur les recettes d'exportation. On notera cependant que l'autre moitié est constituée de pays dont l'économie ne repose pas sur le pétrole : il s'agit du Cap-Vert, de l'Éthiopie, du Libéria, du Mozambique et de la République-Unie de Tanzanie. Les résultats du Zimbabwe, du Malawi et des Seychelles ont été les plus faibles en 2005, comme en 2004, en raison de l'instabilité persistante au Zimbabwe ainsi que des conséquences néfastes des tsunami et des médiocres résultats de l'industrie du tourisme et de

l'exportation du thon aux Seychelles. Les faibles résultats enregistrés par le Malawi en 2005 s'expliquent par la baisse de la production agricole en raison de la sécheresse. Au Togo, la lenteur de la croissance est imputable à la tension politique et à la baisse de la production de phosphate et du coton.

Figure 3
Les 10 pays africains ayant obtenu les meilleurs résultats et les 5 pays africains ayant obtenu les plus mauvais résultats en 2005 (taux de croissance annuelle)



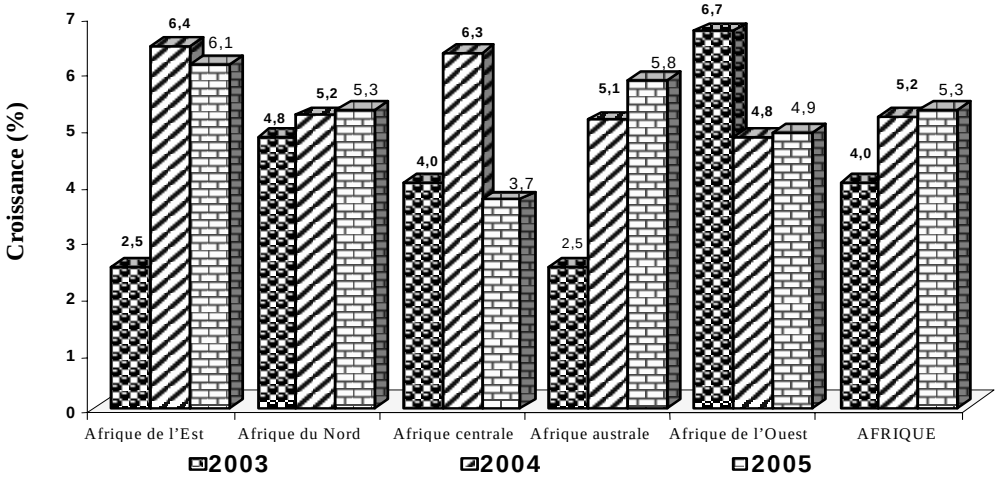
Source : Classement établi à partir des données de l'Economist Intelligence Unit.

B. Taux de croissance restant variables à l'échelle sous-régionale

7. En 2005, l'Afrique de l'Est a été, pour la deuxième année consécutive, la sous-région qui a enregistré les meilleurs résultats avec un taux de croissance du PIB réel de 6,1 % (en baisse par rapport à 2004, où il avait atteint 6,4 %) (voir fig. 4). En 2005, la moitié des 12 pays de la sous-région, pour lesquels des données suffisantes étaient disponibles[3], ont enregistré des taux de croissance supérieurs à ceux de 2004. Les pays de la sous-région ayant obtenu les meilleurs résultats ont été l'Éthiopie (8,9 %), la République-Unie de Tanzanie (6,8 %), la République démocratique du Congo (6,5 %) et l'Ouganda (5,5 %). Ces bons résultats s'expliquent essentiellement par l'amélioration des résultats agricoles, sauf pour les Comores, Djibouti et l'Érythrée. Aux Comores, la croissance s'est maintenue grâce au soutien des donateurs, alors qu'à Djibouti, elle a été stimulée par les investissements publics et privés réalisés dans les nouvelles installations portuaires. En Érythrée, la faible croissance économique s'explique en partie par la sécheresse qui a eu des incidences négatives sur la production agricole.

[3] Ce qui exclut la Somalie, pour laquelle les données disponibles n'étaient pas suffisantes.

Figure 4
Croissance par sous-région, 2003-2005



Source : Economist Intelligence Unit.

8. En Afrique du Nord, la croissance est restée forte en 2005 et a légèrement progressé, par rapport à 2004, passant de 5,2 % à 5,3 % essentiellement en raison des bons résultats du secteur pétrolier en Algérie, en Égypte et au Soudan. Toutefois, la sous-région a été pénalisée par des conditions météorologiques défavorables et par le fait que l'Accord multifibres relatif au textile et à l'habillement a expiré le 1er janvier 2005. Le Maroc, seul pays non producteur de pétrole de la sous-région, a enregistré un net ralentissement du taux de croissance du PIB réel, qui est tombé de 4,2 % en 2004 à 1,8 % en 2005, à cause d'une forte diminution de la production agricole. De même, la faible croissance du secteur textile a ralenti la croissance du PIB en Tunisie, ramenée de 6 % en 2004 à 4,3 % en 2005. La Mauritanie a connu un fort taux de croissance (5,5 %) en 2005, grâce aux bons résultats du secteur des services et aux travaux d'infrastructure financés par les donateurs.

9. L'Afrique centrale a été la sous-région la moins performante en 2005, le taux de croissance y ayant régressé de 6,3 % en 2004 à 3,7 % en 2005. La croissance s'est ralentie dans tous les pays de la sous-région, sauf en République centrafricaine et au Gabon, où les taux ont légèrement augmenté, passant respectivement de 1,3 % à 2,2 % et de 1,4 % à 2,1 %. Au Tchad et en Guinée équatoriale, les taux de croissance ont nettement baissé, tombant respectivement de 29,7 % à 5,9 % et de 32,9 % à 9,2 % à cause de l'achèvement de grands projets d'investissement dans le secteur pétrolier.

10. En Afrique australe, le taux est passé de 5,1 % en 2004 à 5,8 % en 2005, en raison principalement de la forte croissance régressée en Angola, au Mozambique et en Afrique du Sud. L'Angola, avec un taux de croissance de 19,1 %, a été le pays d'Afrique dont l'expansion économique a été la plus rapide en 2005, grâce à l'augmentation des revenus pétroliers. Le taux de croissance élevé de l'Afrique du Sud s'explique par l'augmentation de la demande intérieure et des exportations ainsi que par l'amélioration des résultats dans le secteur du tourisme. En Zambie, la croissance a diminué légèrement par rapport à 2004 (régressant de 5,4 % à 5,1 %), les effets négatifs des sécheresses sur l'agriculture étant compensés par les résultats

positifs dans d'autres secteurs tels que la production de cuivre, qui a augmenté. Au Zimbabwe, l'activité économique a continué de diminuer (-7,1 %), ramenant le PIB réel à 36 % au-dessous du niveau de 1999.

11. En Afrique de l'Ouest, la croissance, qui est principalement attribuable au secteur tertiaire[4], a progressé de façon marginale en 2005, passant de 4,8 % à 4,9 %. Toutefois, les données ventilées montrent que la progression a été importante dans un certain nombre de pays, à savoir le Cap-Vert (de 4,4 % à 6, 6 %), le Libéria (de 2,4 % à 8 %), le Mali (de 2,2 % à 6 %) et le Niger (de 0 % à 4,5 %). Ont également enregistré des taux de croissance élevés du PIB le Sénégal (6,1 %), la Sierra Leone (6,3 %), le Nigéria (6 %) et la Gambie (5 %). La croissance a régressé dans quatre pays, à savoir le Burkina Faso (de 4,6 % à 3,5 %), la Côte d'Ivoire (de 1,6 % à 1 %), le Ghana (de 5,8 % à 4,3 %) et la Guinée-Bissau (de 4,3 % à 2,3 %).

C. Tendances à moyen terme

12. Quels ont été les résultats à moyen terme des économies africaines dans un passé récent? La figure 5 indique les taux de croissance moyens au cours de la période 1998-2005[5]. On notera que 5 des 10 pays ayant obtenu les meilleurs résultats en 2005 figurent également parmi les 10 pays qui ont obtenu les meilleurs résultats ces huit dernières années, à savoir l'Angola, la Guinée équatoriale, l'Éthiopie, le Mozambique et le Soudan. Les Seychelles et le Zimbabwe figurent parmi les pays qui ont obtenu les plus mauvais résultats en 2005 et ces huit dernières années. Les données portant sur cette période montrent aussi que ce n'est pas seulement dans les pays pétroliers que la croissance a été élevée. Six des 10 pays ayant enregistré les meilleurs résultats ne sont pas des exportateurs de pétrole : Botswana, Éthiopie, Mozambique, Rwanda, Sénégal et Ouganda. La croissance de ces pays s'explique par les effets des réformes de grande ampleur et de longue haleine intervenues dans le domaine économique ainsi que par le fait que certains pays qui sortent d'un conflit tels que le Mozambique, le Rwanda et l'Ouganda ont recouvré la stabilité politique.

13. Le groupe des pays les moins avancés[6] d'Afrique a obtenu des résultats particulièrement bons, avec un taux de croissance moyen de 5,3 % au cours de la période 1998-2005, soit plus que la moyenne pour l'Afrique subsaharienne (3,6 %) et pour le continent (4 %)[7]. Il ressort des données ventilées que les pays les moins avancés d'Afrique producteurs de pétrole ont obtenu de meilleurs résultats que les pays africains non producteurs de pétrole (7,5 % et 4,4 %, respectivement) et que les pays les moins avancés sans littoral ont enregistré les plus mauvais résultats (3,9 %).

---

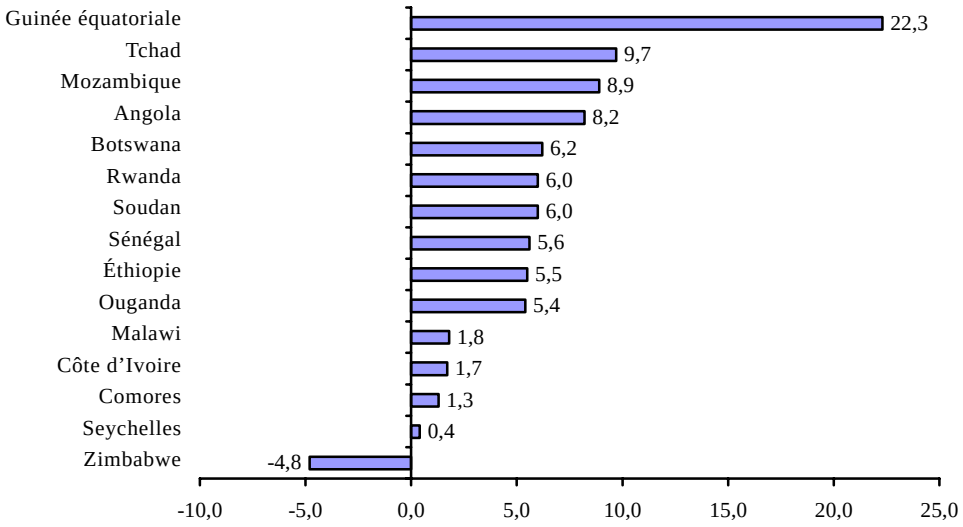
[4] Voir Commission économique pour l'Afrique, Bureau sous-régional pour l'Afrique de l'Ouest, « Rapport sur les conditions économiques et sociales en Afrique de l'Ouest en 2005 et perspectives pour 2006 ». (Première partie : Conditions économiques).

[5] Le choix de cette période est dicté par la cohérence des données.

[6] Trente-quatre des 53 pays africains figurent parmi les pays moins avancés.

[7] Pour de plus amples informations sur les progrès accomplis par les pays les moins avancés d'Afrique, voir CEA, 2006 « Défis à relever et possibilités à saisir pour les pays africains les moins avancés ». Rapport d'activité sur la mise en œuvre du Programme d'action de Bruxelles en faveur des pays africains les moins avancés, examen à mi-parcours (2001-2005), établi par la Division des politiques économiques et sociales.

Figure 5
Les 10 pays africains ayant obtenu les meilleurs résultats et les 5 pays africains ayant obtenu les plus mauvais résultats, 1998-2005 (taux annuel moyen de croissance, en pourcentage)



Source : Economist Intelligence Unit.

D. Scénario de croissance demeurant un sujet de préoccupation

Les taux de croissance restent insuffisants pour réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement

14. En dépit de la vigueur de la croissance enregistrée récemment, les inquiétudes demeurent quant à ses incidences sur le développement social et à sa durabilité à moyen terme. Bien que les pays africains aient atteint des taux de croissance supérieurs à ceux des décennies précédentes, ils restent en deçà du seuil requis (7 %) pour réduire plus rapidement la pauvreté et atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement. Sur le moyen terme, quatre pays seulement ont atteint ce seuil (voir fig. 5) : la Guinée équatoriale, le Tchad, l'Angola et le Mozambique. Cela montre que peu de pays africains ont pu jusqu'à présent maintenir des taux de croissance économique suffisamment élevés pour atteindre ces objectifs.

15. Les fortes inégalités observées dans de nombreux pays africains[8] constituent un autre grand obstacle à la réduction de la pauvreté. Les données empiriques indiquent en effet que ces inégalités ralentissent considérablement le rythme auquel

[8] Les inégalités sont de formes diverses : inégalité des revenus, inégalités dans la détention du patrimoine et inégalité d'accès à l'éducation, aux services de santé et aux marchés de l'emploi. Par ailleurs, en plus de l'inégalité verticale, les données continuent de montrer une forte inégalité horizontale (par exemple au niveau régional) sur tout le continent.

la croissance entraîne la réduction de la pauvreté[9]. Par conséquent, outre le renforcement des stratégies visant à accélérer la croissance, la réalisation d'un développement généralisé doit rester une des priorités du débat sur la politique économique nationale.

La création d'emplois demeure un défi

16. La croissance en Afrique présente un autre aspect décevant : les forts taux de progression du PIB enregistrés ces dernières années ne sont pas allés de pair avec des gains substantiels en matière de création d'emplois, ce qui suscite de graves inquiétudes quant à l'aptitude du continent à réduire la pauvreté de manière significative[10]. La faiblesse de l'emploi sur le continent a pour cause première l'inaptitude à soutenir une forte croissance sur une période prolongée. La forte volatilité de la croissance du PIB limite les incitations à créer des emplois dans le secteur privé, en raison de l'incertitude concernant les profits à venir. La deuxième cause est le fait que, dans de nombreux pays, les taux de croissance n'ont pas été assez élevés pour entraîner une demande d'emplois suffisante. En outre, dans beaucoup de pays, la croissance du PIB est restée en deçà de la croissance de la main-d'œuvre. En fait, la forte croissance enregistrée à l'échelle du continent masque de grandes disparités d'un pays à l'autre, de nombreux pays étant dans une situation d'équilibre marquée par une faible croissance. Une troisième cause de la faiblesse de l'emploi est le déplacement de l'activité économique du secteur agricole vers des secteurs à forte intensité de capital comme l'extraction minière et la production pétrolière. De 1994 à 2003, dans 35 des 51 pays pour lesquels on dispose de données suffisantes, la part de l'agriculture dans le PIB a baissé[11]. Cette réorientation de l'activité économique au détriment de l'agriculture s'est accompagnée d'une augmentation de productivité faible voire nulle dans le secteur agricole et d'une très faible absorption de la main-d'œuvre par les autres secteurs, ce qui a entraîné un sous-emploi considérable dans le secteur rural/agricole.

Les taux d'épargne et d'investissement demeurent faibles

17. La faiblesse de l'investissement intérieur est un des facteurs qui expliquent la lenteur de la croissance dans nombre de pays africains. L'investissement intérieur brut en capital fixe n'a été en moyenne que de 20 % sur le continent au cours de la période 2000-2003. L'investissement intérieur ne s'est pas redressé depuis la baisse enregistrée au début des années 80 et n'a pas été sensible aux réformes visant à assurer la stabilisation macroéconomique. Sur les 46 pays pour lesquels on dispose de données suffisantes, neuf seulement ont enregistré des taux d'investissement élevés, c'est-à-dire au moins 25 % du PIB, au cours de la période 2000-2003 (voir fig. 6). Un grand obstacle à l'investissement est la cherté du crédit, en raison des taux d'intérêt élevés, ainsi que des difficultés d'accès au crédit, en particulier pour les petites et moyennes entreprises. On estime aussi, d'une manière générale, qu'il

---

[9] Voir A. Fosu (2006) « Inequality and the growth-poverty nexus: specification empirics using African data ». *Applied Economic Letters*, à paraître.

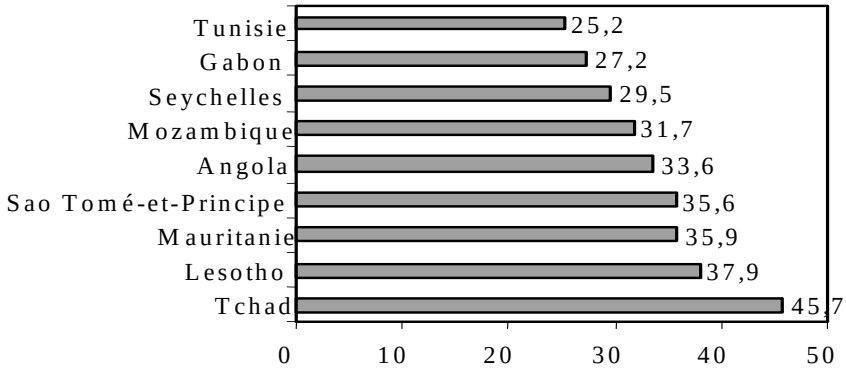
[10] Une analyse détaillée du problème de l'emploi en Afrique est présentée dans le document de synthèse : CEA (2006) : « Relever le défi de l'emploi en Afrique », établi pour la trente-neuvième session de la Commission/Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique, Ouagadougou (Burkina Faso), 10-14 mai 2006.

[11] 11 Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde*, 2005 (CD-ROM).

est beaucoup plus coûteux de faire des affaires dans les pays africains que dans les autres régions, ce qui décourage l'investissement direct tant national qu'étranger[12].

18. Les taux d'épargne sont également peu élevés dans la plupart des pays africains, essentiellement en raison de la faiblesse des revenus et de l'inefficacité avec laquelle l'épargne est mobilisée par les systèmes financiers, mais cela n'explique que partiellement les faibles niveaux d'investissement. L'augmentation des taux d'épargne depuis le milieu des années 90 ne s'est pas accompagnée d'un redressement important de l'investissement (voir fig. 7). Outre le prix à payer pour faire des affaires, la faible relation entre l'épargne et l'investissement en Afrique a notamment pour cause l'inefficacité des marchés financiers, qui fait qu'il est difficile d'injecter de façon optimale des capitaux dans l'économie[13].

Figure 6
Pays africains ayant enregistré un ratio investissement-PIB d'au moins 25 % sur la période 2000-2003

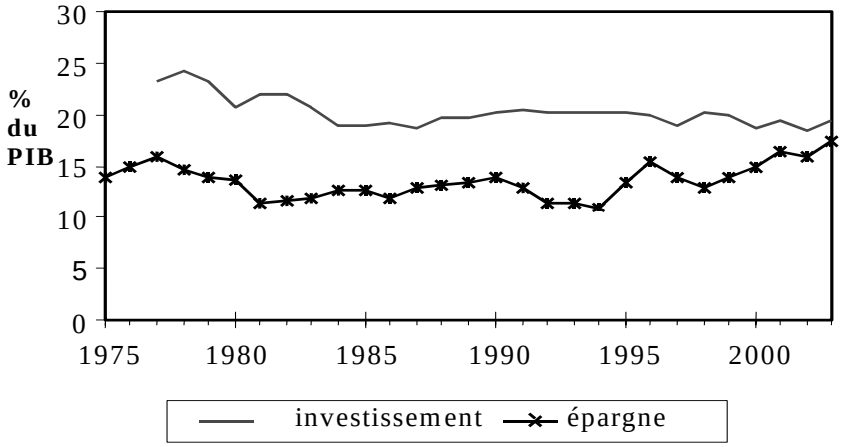


Source : Indicateurs du développement dans le monde 2005.

[12] CEA, *Rapport économique sur l'Afrique 2005* (Addis-Abeba, 2005).

[13] L. Senbet et I. Otchere, « Financial Sector Reforms in Africa. Perspectives on Issues and Policies ». Communication présentée à la Conférence annuelle de la Banque mondiale sur l'économie du développement, Dakar, janvier 2005.

Figure 7
Investissement intérieur brut en capital fixe et épargne (en pourcentage du PIB) en Afrique sur la période 1975-2003



Source : Indicateurs du développement dans le monde 2005.

Note : Cette figure présente la situation globale de 26 pays africains pour lesquels on dispose de données suffisantes sur l'épargne et l'investissement en capital fixe pour la période 1975-2003.

E. Cas des pays en conflit ou sortant d'un conflit

19. Les pays qui sortent d'un conflit font face à des difficultés particulières résultant des effets de la guerre et des besoins financiers énormes liés à la reconstruction. Ils doivent définir une multitude de priorités concernant aussi bien les infrastructures et l'énergie que la prestation de services sociaux ou encore la stabilisation macroéconomique et les réformes microéconomiques et d'ordre réglementaire. Néanmoins, de nombreux pays sortant d'un conflit ont enregistré de forts taux de croissance ces dernières années, du fait d'abord du rétablissement de la paix, mais également des efforts déployés par le gouvernement pour investir dans la reconstruction, souvent avec l'appui généreux de la communauté des donateurs[14]. Le Mozambique, l'Ouganda et le Rwanda sont de bons exemples de pays ayant enregistré de fortes performances économiques après leur sortie du conflit.

20. Les pays en conflit font face à des défis encore plus importants en matière de développement, de création d'emplois et de réduction de la pauvreté. L'insécurité qui y règne menace également l'activité économique et la stabilité politique des pays voisins et de la région. Des efforts doivent donc être entrepris et poursuivis aux niveaux national, régional et international pour assurer le règlement pacifique des conflits ainsi que pour établir des mécanismes institutionnels de gouvernance démocratique afin de prévenir les conflits à l'avenir[15].

---

[14] A. K. Fosu et P. Collier, éd., *Post-Conflict Economies in Africa* (New York, Palgrave Macmillan, 2005).

[15] A. K. Fosu, « Post-conflict economies in Africa: Synthesis and Lessons », dans Fosu et Collier, op. cit.

III. Équilibres macroéconomiques internes en amélioration constante

A. Amélioration du solde budgétaire

21. L'un des aspects positifs de la récente croissance économique en Afrique est l'amélioration du solde budgétaire dans beaucoup de pays. En moyenne, la situation budgétaire s'est améliorée sur le continent, passant d'un déficit de 0,7 % du PIB en 2004 à un excédent de 0,7 % en 2005. Le nombre des pays qui ont enregistré un excédent budgétaire est passé de 8 en 2004 à 12 en 2005 (voir tableau 1). Cependant, cette amélioration a surtout été induite par les excédents budgétaires appréciables des pays producteurs de pétrole : Jamahiriya arabe libyenne (27 % du PIB), Guinée équatoriale (20 %), République du Congo (13,7 %), Algérie (11,7 %), Gabon (11,1 %), Cameroun (3,7 %) et Soudan (1,2 %). Quatre pays non producteurs de pétrole ont également enregistré des excédents budgétaires : Sao Tomé-et-Principe (44,6 %), Seychelles (1,5 %), Lesotho (0,5 %) et Kenya (0,3 %).

22. Néanmoins, les déséquilibres budgétaires demeurent préoccupants dans un grand nombre de pays africains. En 2005, 28 pays ont enregistré des déficits budgétaires contre 32 en 2004. Par ailleurs, de nombreux pays sont encore largement tributaires de l'aide publique au développement (APD) pour ce qui est du financement de leur budget[16], ce qui suscite des inquiétudes quant à la viabilité des programmes de développement. Par conséquent, l'assainissement budgétaire, y compris par des stratégies visant à mobiliser davantage les recettes intérieures, doit demeurer une des priorités du programme de réforme économique sur le continent.

Tableau 1
Répartition des déficits budgétaires en Afrique en 2004 et 2005 (nombre de pays)

	2004	*2005*
Pays ayant enregistré des excédents	8	12
De moins de 5 %	3	6
De 5 à 10 %	3	–
De plus de 10 %	2	6
Pays ayant enregistré des déficits	32	28
De moins de 5 %	23	19
De 5 à 10 %	8	8
De plus de 10 %	1	1
Nombre total des pays	**40**	**40**

Source : Economist Intelligence Unit.

[16] On trouvera des données nationales dans l'analyse du cas de l'Ouganda par L. Ndikumana et J. Nannyonjo (2005) « Fiscal policy and post-conflict state building: lessons from Uganda ». Document établi pour le projet intitulé « Public Finance in Post-Conflict State Building » (les finances publiques dans l'édification de l'État après un conflit) du Centre de coopération internationale de l'Université de New York.

B. Inflation maîtrisée (à un chiffre) dans la plupart des pays

23. En 2005, la situation en matière d'inflation est restée satisfaisante, la majorité des pays affichant des taux d'inflation à un chiffre (voir tableau 2). Après avoir baissé de 10,4 % en 2003 à 7,8 % en 2004, le taux d'inflation moyen pour l'ensemble du continent a légèrement augmenté pour atteindre 8,2 % en 2005. Le nombre des pays où l'inflation est forte, c'est-à-dire supérieure à 10 %, a diminué, revenant de 16 en 2004 à 14 en 2005. Néanmoins, l'inflation a progressé dans 30 pays sur 51, y compris dans 8 des 13 pays producteurs de pétrole : Cameroun, Côte d'Ivoire, Égypte, Gabon, Guinée équatoriale, Jamahiriya arabe libyenne, Nigéria et Tchad. Elle est restée forte en Angola (22 %), mais ce chiffre représente une amélioration considérable par rapport à 2004 (43,6 %) et surtout par rapport aux taux d'inflation à trois chiffres enregistrés jusqu'en 2002. Cependant, le Burundi et la République démocratique du Congo ont enregistré de fortes poussées de l'inflation (qui est passée, respectivement, de 8 à 16,3 % et de 3,9 à 23 %) en raison, entre autres, de fortes sécheresses (au Burundi) et de contraintes liées à l'offre, résultant de la guerre civile en République démocratique du Congo.

Tableau 2
Répartition des taux d'inflation en Afrique sur la période 2003-2005 (nombre de pays)

Fourchette	*2003*	*2004*	*2005*
Moins de 5 %	23	28	24
Entre 5 et 10 % (10% non compris)	15	6	13
Entre 10 et 20 % (20 % non compris)	8	14	10
20 % et au-delà	5	3	4
Nombre total de pays	**51**	**51**	**51**

Source : FMI, 2005. World Economic and Financial Surveys, base de données des Perspectives de l'économie mondiale, septembre 2005.

IV. Amélioration également des soldes extérieurs

A. Évolution de la balance des paiements

24. Bien que le déficit commercial en matière de services ait de plus en plus tendance à le faire baisser, l'excédent commercial du continent (biens et services confondus) augmente depuis 2003, essentiellement sous l'effet de la hausse des cours internationaux du pétrole et de l'accroissement de la production de pétrole brut. L'excédent commercial de l'Afrique est passé de 12,7 milliards de dollars en 2004 à 27,7 milliards en 2005 en raison d'une augmentation de 45 % de l'excédent commercial résultant des transactions pétrolières de la région (FMI 2005). La bonne tenue du commerce de marchandises et des transferts courants nets a entraîné, pour la deuxième année consécutive, un excédent des paiements courants. Cependant, sur les 37 pays non producteurs de pétrole pour lesquels on dispose de données suffisantes, neuf seulement ont vu le solde de leurs opérations courantes s'améliorer

entre 2004 et 2005, ce qui semble indiquer que les recettes pétrolières ont été le principal facteur d'amélioration.

B. Dette extérieure

25. L'encours de la dette extérieure de l'Afrique était de 285,8 milliards de dollars en 2005. Les paiements au titre du service de la dette, qui étaient ramenés de 32,8 milliards de dollars en 1997 à 23,1 milliards en 2002, ont progressé à nouveau pour atteindre 31,8 milliards en 2005.

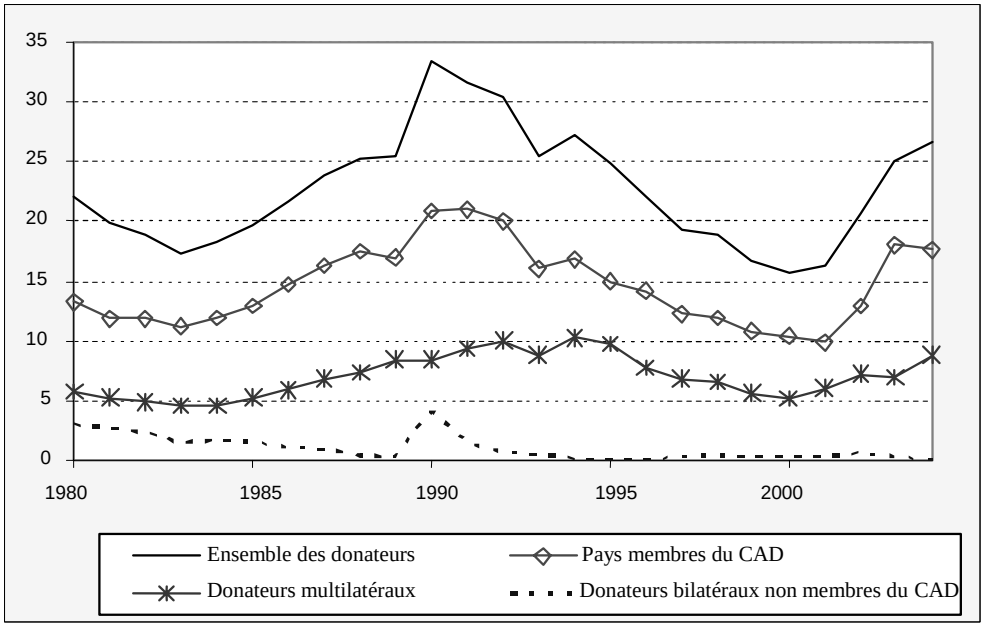
26. Pour alléger la charge de la dette du continent, le G-8, lors de son sommet à Gleneagles en 2005, s'est engagé à annuler la dette de 14 pays africains qui avaient déjà atteint le point d'achèvement de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés. Il s'agit des pays suivants : Bénin, Burkina Faso, Éthiopie, Ghana, Madagascar, Mali, Mauritanie, Mozambique, Niger, Ouganda, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sénégal et Zambie. Ces pays devraient commencer à bénéficier de l'annulation complète de leur dette dès le début de 2006, et donc voir leur position débitrice s'améliorer dans les années à venir. Cependant, si ces mesures constituent un pas dans la bonne direction, elles ne sont pas suffisantes pour faire face aux besoins des pays africains en matière de financement du développement. De nombreux pays à revenu faible ou intermédiaire ne bénéficient pas de l'initiative d'allégement de la dette multilatérale. La dette des pays d'Afrique subsaharienne pouvant être effacée au titre de cette initiative ne représente que 25 % de l'encours de la dette de ce sous-continent. De plus, l'annulation ne porte pas sur la dette intérieure, qui est importante dans de nombreux pays.

C. Aide publique au développement

27. L'aide publique au développement en faveur de l'Afrique continue son redressement après la longue baisse intervenue entre 1990 et 2001 (voir fig. 8). En 2004, l'APD accordée par l'ensemble des partenaires de développement était de 26,5 milliards de dollars en 2004 contre 16,2 milliards en 2001 (en dollars constants de 2000). Cependant, l'aide totale accordée à l'Afrique n'a pas encore atteint le montant record de 1990, (33,3 milliards de dollars).

28. L'augmentation de l'aide intervenue depuis 2001, est à mettre à l'actif du Comité d'aide au développement (CAD) et des donateurs multilatéraux. Cependant, en 2003 et 2004, cette augmentation a surtout été due à des organisations multilatérales, en particulier à la Banque mondiale, à la Banque africaine de développement et aux organismes des Nations Unies (PAM, UNICEF et HCR). Ce groupe a contribué à hauteur de 2,3 milliards de dollars (en valeur nominale) à l'accroissement de l'aide en 2003 et 2004, contre 150 millions de dollars seulement pour les donateurs du CAD, alors que les donateurs bilatéraux non membres du CAD ont quant à eux réduit leur aide à l'Afrique pour la troisième année consécutive.

Figure 8
Aide publique au développement accordée à l'Afrique
(En milliards de dollars constants de 2000)



Source : OCDE 2005, *Statistiques sur le développement international* (base de données en ligne).

D. Investissement étranger direct

29. Pendant la période 2002-2004, l'Afrique a reçu un peu plus de 2 % des flux d'investissement étranger direct (IED) dans le monde et moins de 10 % des flux dirigés vers les économies en développement. En 2004, l'IED en Afrique s'est élevé à 18,1 milliards de dollars, sans changement par rapport à 2003. La répartition des flux d'IED entre les sous-régions a été inégale, l'Afrique du Nord recevant environ 30 % du total contre 10 % pour l'Afrique de l'Est. Celle-ci a toutefois bénéficié de la plus forte augmentation de l'IED (54,1 %) alors que l'Afrique australe a enregistré une baisse de plus de 31,5 % en 2003 et 2004. Les pays riches en ressources naturelles ont continué à dominer, les pays exportateurs de pétrole obtenant plus de 65 % des flux annuels d'IED vers la région entre 2002 et 2004.

30. On craint que la forte concentration de l'IED dans les industries extractives n'ait un impact sur l'emploi et la réduction de la pauvreté, ainsi que d'éventuels effets négatifs sur l'environnement. Étant donné que ce secteur emploie des techniques de production à forte intensité de capital, les investissements s'accompagnent généralement de peu de créations d'emplois. Par ailleurs, la production des industries extractives n'a pas un effet d'entraînement suffisant sur le reste de l'économie car elle est exportée avec une faible valeur ajoutée. Les investissements dans ces industries, en particulier celle du pétrole, ont également tendance à causer des risques pour l'environnement et à nuire au bien-être des populations locales. Il convient de remédier à leurs effets négatifs sur l'économie, l'environnement et la société grâce à une réglementation appropriée.

E. Taux de change restés stables en 2005

31. La plupart des monnaies africaines sont restées stables en 2005, en particulier le franc CFA, qui s'est apprécié de 0,3 % seulement par rapport au dollar des États-Unis. Sur les 28 monnaies africaines qui se sont appréciées, seule la livre égyptienne a connu une hausse de plus de 5 %, grâce à d'importantes entrées de devises étrangères.

V. Lente progression du développement social

A. Bilan restant faible en matière de développement humain

32. Malgré la forte croissance du PIB et l'amélioration des équilibres macroéconomiques constatées récemment dans de nombreux pays africains, le continent a peu avancé dans la lutte contre la pauvreté, l'analphabétisme, les maladies endémiques, les inégalités entre hommes et femmes et d'autres problèmes sociaux. Alors que les pays en développement en général ont nettement progressé vers la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement au cours des 10 dernières années, la plupart des pays africains sont encore à la traîne en ce qui concerne tant les investissements que les résultats dans les principaux domaines du développement économique et social[17]. L'Afrique subsaharienne est malheureusement la seule région du monde en développement où le nombre de pauvres a augmenté depuis 1980[18]. Trente des 32 pays classés dans la catégorie « faible développement humain » dans le *Rapport sur le développement humain 2005* se trouvent dans cette sous-région (PNUD, 2005).

33. La majorité des pays africains ont toutefois vu leur indicateur du développement humain (IDH)[19] augmenter entre 1995 et 2003, tandis que 16 pays enregistraient une diminution. La figure 9 indique les 10 pays où l'IDH a le plus augmenté et les cinq pays où il a le plus diminué. On notera que six des pays ayant obtenu les meilleurs résultats en matière de développement humain figurent également parmi ceux dont la croissance à moyen terme est la plus forte, comme le montre la figure 5 (Éthiopie, Guinée équatoriale, Mozambique, Ouganda, Rwanda et Soudan). Parmi les pays les plus performants en matière de développement humain, on trouve aussi des pays sortant d'un conflit, qui avaient déjà enregistré des taux élevés de croissance les années précédentes, comme le Rwanda, l'Ouganda et le Mozambique. La baisse de l'IDH dans les pays d'Afrique australe que fait apparaître la figure 9 peut être imputée à l'aggravation de la situation sanitaire due au VIH/sida[20].

---

[17] Commission économique pour l'Afrique, *Les objectifs du Millénaire pour le développement : progrès accomplis et défis à relever* (Addis-Abeba 2005).

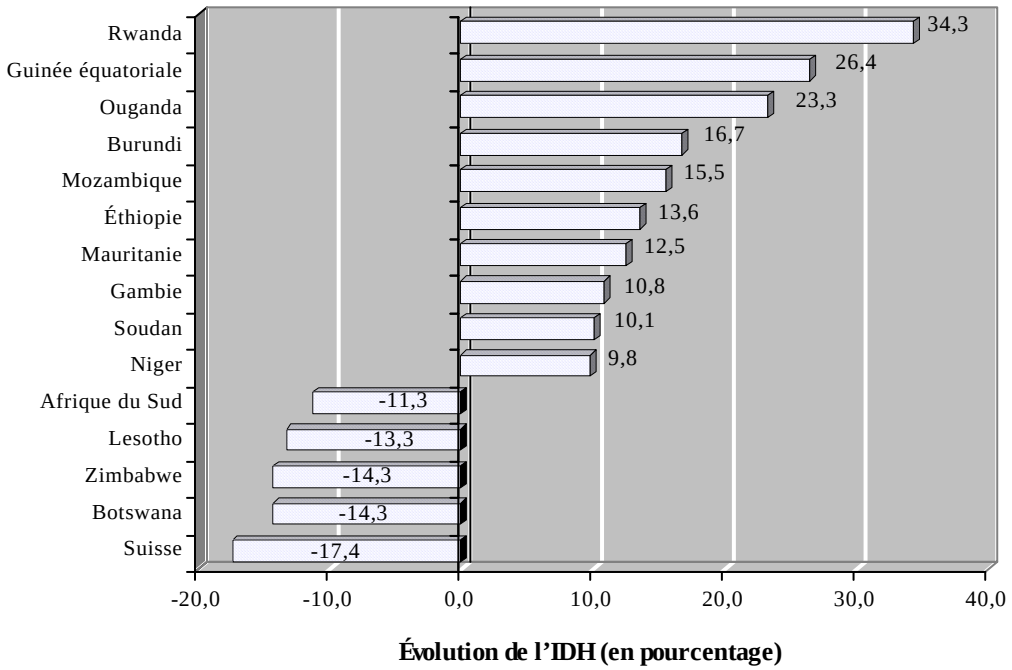
[18] CEA, *Rapport économique sur l'Afrique 2005*.

[19] L'indicateur du développement humain mesure les résultats d'un pays selon trois critères de développement humain : la longévité, le savoir et un niveau de vie décent. La longévité se mesure par l'espérance de vie à la naissance; le savoir par le taux d'alphabétisation des adultes et le taux brut de scolarisation combiné dans le primaire, le secondaire et le supérieur; le niveau de vie est mesuré par le PIB par habitant.

[20] En 2003, les pays d'Afrique australe ci-après avaient des taux élevés de prévalence du VIH/sida : Afrique du Sud (21,5%), Botswana (37,3%), Lesotho (28,9%) et Swaziland (38,8%).

34. Le fait que la croissance ne s'est pas accompagnée de créations d'emplois est un facteur important qui explique la lenteur des progrès en matière de développement humain. La concentration de la croissance dans des secteurs à forte intensité de capital, comme le pétrole et l'extraction minière, et le fait que l'agriculture a perdu une main-d'œuvre qui n'a pas été réabsorbée ailleurs ont contribué à faire disparaître des emplois et donc à faire baisser les niveaux de vie.

Figure 9
Évolution de l'IDH en pourcentage entre 1995 et 2003 pour les 10 pays les plus performants et les cinq pays les moins performants en matière de développement humain



Source : PNUD, Rapport mondial sur le développement humain 2005.

35. On note toutefois de grandes disparités d'un pays à l'autre en matière de développement social. De nombreux pays connaissent une aggravation de la situation sociale, mais plusieurs ont avancé vers la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement[21], comme le montrent les progrès enregistrés en ce qui concerne différents aspects du développement social (amélioration de l'accès à l'eau potable et à un système d'assainissement, accroissement de l'alphabétisation, réduction de la mortalité maternelle et infantile, amélioration générale de l'espérance de vie, etc.). Par exemple, la mortalité infantile a baissé dans 34 des 51 pays pour lesquels on dispose de données suffisantes, est restée inchangée dans neuf pays et a augmenté dans huit autres. Néanmoins, tous les pays africains ont encore besoin d'intensifier leurs efforts pour accélérer la réalisation des objectifs.

[21] CEA, *Rapport économique sur l'Afrique 2005.*

B. Progrès dans la réduction des inégalités entre les sexes encore insuffisants

36. En outre, les pays africains font face au problème majeur de l'inégalité généralisée entre les sexes en ce qui concerne les droits fondamentaux, l'accès aux moyens de production et aux possibilités économiques et la représentation politique. La communauté internationale s'occupant de développement s'est finalement rendu compte que la question de l'inégalité entre les sexes ne pouvait plus être reléguée au domaine des activités de plaidoyer, mais devait occuper le centre du débat sur le développement économique[22]. Le nombre croissant de déclarations et de conventions nationales et internationales consacrées à cette question montre l'importance qu'on y attache. Toutefois, ces instruments sont encore peu appliqués dans les faits, faute peut-être d'un soutien institutionnel efficace.

37. Un certain nombre de raisons impérieuses devraient inciter les décideurs en Afrique à se soucier des inégalités entre les sexes et à chercher à les éliminer. L'une d'entre elles est que, bien que touchant principalement les femmes, ces inégalités sont aussi très coûteuses pour la société dans son ensemble. Une étude approfondie de la Banque mondiale[22] conclut que, les disparités en ce qui concerne les droits fondamentaux, la scolarisation, le crédit et l'emploi ou la participation à la vie publique touchent certes directement les femmes et les filles, mais qu'en fin de compte, le coût total des inégalités entre les sexes est supporté par tous.

38. Dans tout le continent, il est manifeste que les inégalités entre les sexes ont reculé, au cours des dernières décennies, en particulier dans le domaine de l'éducation. Les taux de scolarisation des filles dans l'enseignement primaire et secondaire ont nettement augmenté, souvent plus rapidement que ceux des garçons (voir tableau 4). L'écart entre garçons et filles se réduit progressivement, comme le montre l'augmentation du ratio filles-garçons pour ce qui est de l'achèvement des études primaires.

39. Il est également manifeste que, dans certains pays, les écarts entre garçons et filles en matière d'éducation restent massifs, malgré les progrès accomplis au cours des dernières années. Les jeunes femmes sont encore particulièrement sous-représentées dans l'enseignement supérieur, seuls quelques pays ayant réalisé la parité au cours des dernières années (voir fig. 10).

---

[22] Banque mondiale, *Genre et développement économique : Vers l'égalité des sexes dans les droits, les ressources et la participation* (Washington, Banque mondiale, 2001).

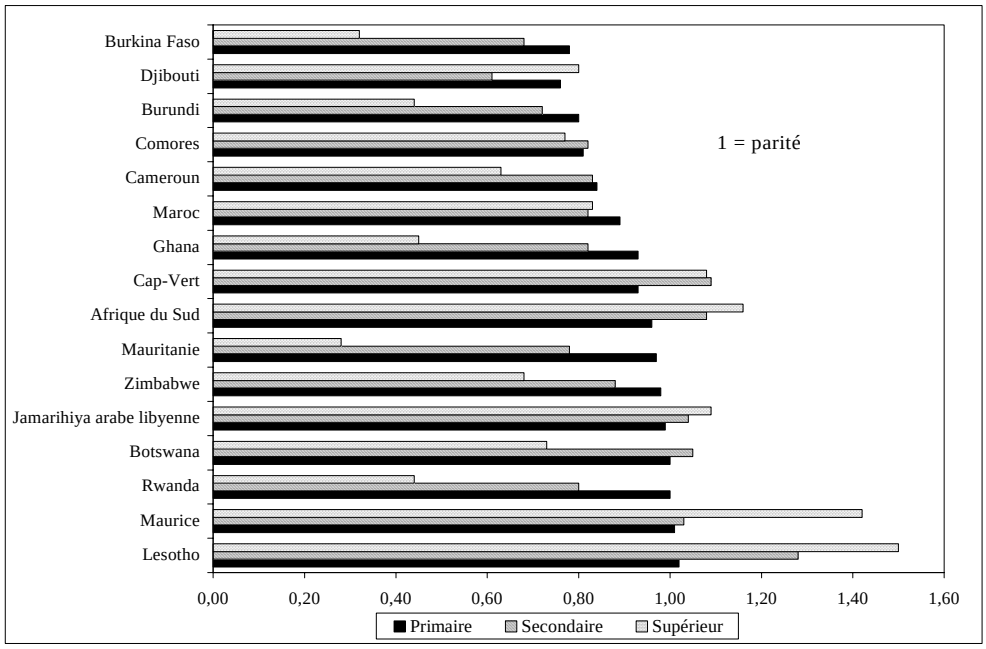
Tableau 3
Écarts entre garçons et filles dans l'éducation, 1990-2002

	Ratio filles-garçons dans l'enseignement primaire		*Ratio d'alphabétisation filles-garçons (pourcentage de la tranche d'âge 14-25 ans)*		*Ratio filles-garçons d'achèvement du primaire*	
	2002	*Variation en pourcentage entre 1990 et 2002*	*2002*	*Variation en pourcentage entre 1990 et 2002*	*2002*	*Variation en pourcentage entre 1990 et 2002*
Afrique du Sud	100,4	(2,7)	100,0	0,2	1,06	n.d.
Algérie	98,6	18,3	91,1	15,1	0,99	16,3
Burundi	79,4	(2,9)	96,9	26,3	0,72	(16,0)
Comores	82,2	15,7	79,5	2,2	0,89	n.d.
Djibouti	71,2	1,7	91,2	16,7	0,84	n.d.
Éthiopie	n.d.	n.d.	82,1	24,3	0,54	n.d.
Ghana	91,0	18,5	95,7	11,9	1,05	38,7
Madagascar	n.d.	n.d.	92,5	8,1	1,03	(0,4)
Malawi	92,5	14,7	76,7	13,5	0,96	23,6
Mali	71,3	22,5	n.d.	n.d.	0,64	(0,7)
Maroc	87,8	25,2	79,2	28,2	0,89	30,8
Mauritanie	93,8	38,9	72,7	12,0	0,90	38,1
Mozambique	79,0	8,2	64,3	34,2	0,67	3,0
Niger	69,0	24,0	44,4	18,8	0,71	25,3
Ouganda	96,3	24,7	85,7	13,1	0,86	n.d.
Rwanda	94,8	(1,6)	96,9	12,1	0,95	(5,3)
Sénégal	87,1	27,2	72,5	20,1	0,81	n.d.
Soudan	85,8	10,9	88,5	23,7	0,85	4,5
Swaziland	94,4	(2,1)	101,8	0,9	1,05	(3,3)
Tchad	58,5	41,9	84,4	30,7	0,47	108,4
Zimbabwe	95,4	(0,7)	97,3	2,9	0,94	0,0

n.d. : données non disponibles.

Source : Base de données sur l'Afrique et CD-ROM sur les indicateurs du développement dans le monde, Banque mondiale, 2005.

Figure 10
Ratios de scolarisation filles-garçons en 2002



Source : *Indicateurs du développement dans le monde 2005* (Banque mondiale).

Note : cette figure ne comprend que les pays pour lesquels les données sont suffisantes.

VI. Perspectives de croissance et de développement à moyen terme pour 2006

40. La forte croissance enregistrée en Afrique ces deux dernières années devrait se poursuivre. On prévoit que le taux de croissance atteindra 5,8 % en 2006, grâce à une amélioration des résultats par rapport à 2005 dans 34 pays (y compris un ralentissement de la baisse d'activité au Zimbabwe et aux Seychelles). La croissance dépendra de plusieurs facteurs, qui sont examinés ci-après.

A. Facteurs favorables à la croissance

Les revenus tirés des exportations de pétrole devraient rester élevés

41. Les pays pétroliers devraient bénéficier des bons résultats que le secteur des exportations continuera d'enregistrer grâce aux cours élevés du pétrole sur les marchés internationaux. Toutefois, les effets positifs de l'envolée du pétrole sur l'économie des pays producteurs seront contrebalancés par les incidences négatives du renchérissement de l'énergie sur la croissance des pays non producteurs.

La demande mondiale contribuera à l'augmentation des exportations

42. La demande mondiale de produits africains devrait rester forte en raison de la reprise économique dans les grands pays industriels. On compte que la croissance restera modérée dans la zone euro, mais qu'elle sera importante aux États-Unis et dans les pays émergents d'Asie – en particulier en Chine – au cours des deux prochaines années[23].

Le respect des promesses concernant l'aide et l'allégement de la dette stimulera la dépense intérieure

43. Le respect des promesses concernant l'aide et l'allégement de la dette permettra aux pays africains d'augmenter les dépenses dans les principaux secteurs, notamment l'infrastructure et les services sociaux. L'augmentation des investissements dans l'infrastructure publique est indispensable pour créer un climat plus favorable aux investissements, grâce à une réduction des coûts de production. L'amélioration des conditions stimulera l'investissement privé, ce qui aura pour effet d'accroître les taux de croissance économique.

L'amélioration des fondamentaux macroéconomiques permettra de limiter les anticipations inflationnistes à long terme

44. L'amélioration de la gestion macroéconomique permettra non seulement de maîtriser l'inflation à court terme, mais également de limiter les anticipations inflationnistes à long terme et, par conséquent, de stabiliser les taux d'intérêt à long terme et de réduire ainsi le coût du crédit à long terme pour les pouvoirs publics et le secteur privé. Il est également nécessaire de contenir les anticipations inflationnistes à long terme, afin de limiter les effets durables que des perturbations à court terme, telles que celles qui découlent du renchérissement de l'énergie, ont sur les prix.

La stabilité politique doit être consolidée

45. Certains pays, tels que le Burundi, le Libéria, la République démocratique du Congo et la Sierra Leone, devraient enregistrer une amélioration de la stabilité politique. Pour consolider cette stabilité, il leur faudra bénéficier d'une assistance de la communauté internationale, sur le plan financier aussi bien que politique. Les retombées d'une telle assistance en termes de reprise économique et de consolidation de la paix sont importantes, tant à l'échelon national qu'à l'échelon régional.

B. Contraintes pesant sur la croissance à moyen terme

La hausse des taux d'intérêt au niveau mondial alourdira le coût du service de la dette

46. Pour contenir les pressions inflationnistes, les États-Unis et les autres grands pays industriels continueront sans doute à mener une politique de rigueur monétaire « prudente » en relevant les taux d'intérêt à court terme (Conseil de la Réserve

[23] Conseil des Gouverneurs de la Réserve fédérale, « Monetary Policy Report to the Congress » New York, 15 février 2006.

fédérale 2005). Le relèvement des taux d'intérêt à l'échelon mondial augmentera le coût du service de la dette des pays africains, ce qui freinera la croissance.

Les sécheresses demeurent une grave menace pour la production agricole

47. On s'attend à ce que les aléas climatiques, notamment les sécheresses (en particulier au Burundi, au Rwanda et au Kenya), les inondations et la désertification (dans le Sahel), nuisent gravement à la production agricole.

La pandémie de VIH/sida demeure une menace pour le marché du travail et la productivité de la main-d'œuvre

48. Dans beaucoup de pays, la croissance économique sera compromise par l'aggravation de la pandémie de VIH/sida, qui réduit les effectifs disponibles sur le marché du travail et la productivité de la main-d'œuvre.

Le manque de diversification économique demeure un important facteur de vulnérabilité aux perturbations

49. L'absence de diversification de la production et des exportations est un important facteur potentiel d'instabilité et de vulnérabilité aux perturbations. Les pays pétroliers sont particulièrement vulnérables aux fluctuations des cours mondiaux. La concurrence de pays émergents tels que la Chine et l'Inde limite, dans une large mesure, la croissance du secteur manufacturier, en particulier de l'industrie textile.

L'inefficacité de l'infrastructure continue de faire obstacle à la croissance du secteur privé et à la diversification économique

50. L'inefficacité de l'infrastructure compromet la productivité et nuit à la compétitivité internationale, ce qui finit par ralentir la croissance économique.

VII. Conclusion et mesures recommandées

51. Les faits exposés dans le présent document appellent un certain nombre de recommandations concrètes, dont les suivantes :

Améliorer la gestion économique

52. Les pays africains doivent continuer de pratiquer la rigueur budgétaire et de mener une politique monétaire prudente pour consolider la stabilité macroéconomique. Une gestion macroéconomique efficace permettra notamment de réduire les anticipations inflationnistes, ce qui limitera les effets à long terme des perturbations liées à l'offre, telles que l'augmentation des cours du pétrole.

Promouvoir la diversification économique

53. La concentration de la croissance dans le secteur des ressources naturelles expose les pays africains à des perturbations des termes de l'échange. Il faut s'efforcer de promouvoir de nouveaux investissements dans les secteurs des produits manufacturés et des services, afin de rendre ces pays moins vulnérables aux perturbations de ce type et moins tributaires des exportations de produits de base.

Remédier aux problèmes d'énergie et à l'insuffisance des infrastructures publiques

54. Il est essentiel de mettre en place des infrastructures publiques et d'assurer un approvisionnement fiable en énergie pour libérer les potentialités du secteur privé et améliorer l'accès des pauvres aux services sociaux et aux marchés, et cela constitue par conséquent un important élément du programme de lutte contre la pauvreté. L'amélioration des infrastructures doit donc être élevée au rang de priorité nationale dans le cadre des efforts visant à accélérer la croissance économique à moyen terme.

Assurer un traitement plus équitable des deux sexes

55. Les efforts en vue d'assurer un traitement plus équitable des deux sexes en ce qui concerne les droits fondamentaux, l'accès aux moyens de production et aux possibilités économiques et la représentation politique doivent être appuyés et intensifiés aux échelons national, régional et international.

Intensifier les efforts d'intégration régionale

56. Les efforts d'intégration régionale doivent être intensifiés, afin d'élargir les perspectives commerciales et d'accroître le poids du continent dans les négociations commerciales internationales.

Faire face aux aléas climatiques

57. Les pays africains doivent s'impliquer sérieusement dans des stratégies de gestion des risques climatiques, afin de mieux se préparer à faire face à ce problème.

Freiner la propagation de la pandémie de VIH/sida

58. Les investissements publics dans les programmes de prévention et d'éducation destinés à lutter contre la propagation de l'épidémie contribueront à en freiner la propagation tout en créant des emplois.

Promouvoir la création d'emplois pour éliminer plus rapidement la pauvreté

59. Les pays africains doivent non seulement améliorer leurs taux globaux de croissance économique mais aussi concevoir des stratégies pour augmenter le nombre d'emplois liés à la croissance. Pour ce faire, il faudra à la fois investir davantage de fonds publics dans des projets d'infrastructure et de prestation de services à forte intensité de main-d'œuvre et inciter le secteur privé à recourir, d'une manière générale, à des méthodes de production nécessitant davantage de main-d'œuvre.